

2015-2016

Perspectives économiques



Perspectives économiques 2015-2016

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Le 31 mars 2015

Couverture :

Services gouvernementaux (SG 10184)

Traduction :

Bureau de traduction, Services gouvernementaux

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Agence des services internes du Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-0497-0

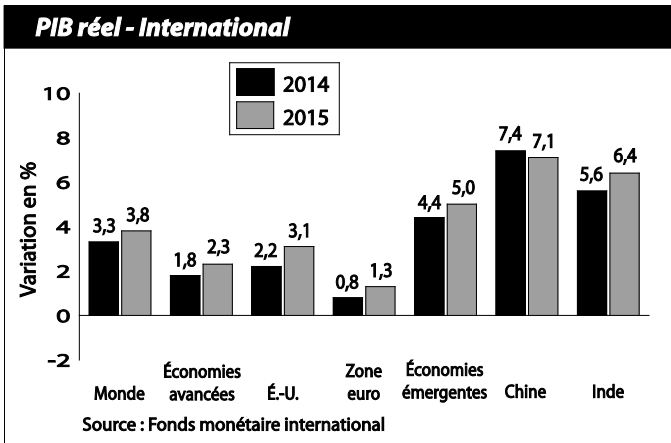
Imprimé au Nouveau-Brunswick



Pensez à recycler!

L'économie mondiale

- La production économique mondiale devrait avoir augmenté de 3,3 % en 2014, une croissance comparable à celle de 2013. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les économies avancées ont affiché une croissance de 1,8 %, tandis que les marchés émergents et les économies en développement progressaient de 4,4 %.
- Une fois de plus, la croissance mondiale s'appuiera sur les économies des pays émergents en 2015. L'activité dans les économies avancées devrait s'améliorer et se dynamiser. La production mondiale devrait progresser de 3,8 % en 2015, alors que les économies émergentes progressent de 5,0 % et les économies avancées de 2,3 %.



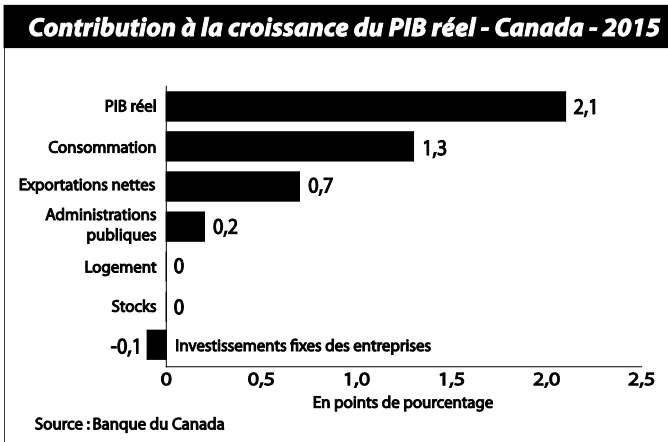
- La croissance dans la zone euro devrait connaître une augmentation modeste en 2015, en raison de prix du pétrole plus bas, de l'assouplissement supplémentaire de la politique monétaire, d'une orientation plus neutre de la politique budgétaire des principales économies, et de la dépréciation de l'euro. L'activité économique sera quelque peu atténuée par des conditions de crédit serrées dans les pays de la périphérie.
- Les principales économies de la zone euro, soit l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, devraient toutes afficher en 2015 une croissance plus forte qu'en 2014.

- En 2015, la Chine et l'Inde devraient une fois de plus être les principaux moteurs de la croissance parmi les économies des pays émergents et en développement. Cependant, le taux de croissance de la Chine ralentira et affectera l'activité économique du reste de l'Asie. Les perspectives pour l'Inde demeurent optimistes, avec une croissance qui s'accélère par rapport à 2014.
- La forte baisse des prix du pétrole au cours des six derniers mois devrait favoriser la croissance économique mondiale. Que tel ou tel pays puisse en profiter dépendra beaucoup de son statut d'importateur ou d'exportateur net d'énergie, les pays importateurs ayant l'avantage.
- Le FMI prévoit que le volume du commerce mondial de biens et services augmentera de 5,0 % en 2015, avec les économies avancées en tête du peloton. Les termes de l'échanges de nombreuses économies émergentes et en développement subiront l'impact négatif de la baisse des prix du pétrole et des matières premières.
- L'économie américaine devrait croître de 3,1 % en 2015, son taux de croissance le plus élevé en 10 ans. On s'attend à ce que le rendement économique soit soutenu par des prix du pétrole plus bas, par l'encouragement continu de la politique d'accommodation monétaire ainsi que par d'importantes augmentations de l'emploi dans le secteur privé qui viendront encourager la consommation privée. Une réduction des exportations nettes, attribuable à l'appréciation du dollar, devrait contrebalancer ces gains quelque peu.
- En mars 2015, la Réserve fédérale américaine a réaffirmé son opinion selon laquelle le taux cible actuel des fonds fédéraux (entre 0 % et 0,25 %) va demeurer approprié. Néanmoins, si la croissance au niveau de l'emploi et de l'inflation augmente plus rapidement que ce que l'on a prévu, une hausse du taux cible pourrait se produire plus tôt que prévu.
- En 2014, le nombre total de mises en chantier américaines a franchi le cap d'un million pour la première fois depuis 2007. La National Association of Home Builders prévoit que le nombre de mises en chantier maintiendra sa courbe de croissance pour atteindre 1,1 million en 2015, soit un nombre plus bas que les niveaux d'avant la récession, mais nettement supérieur au bas niveau d'après récession de 2009.

L'économie canadienne

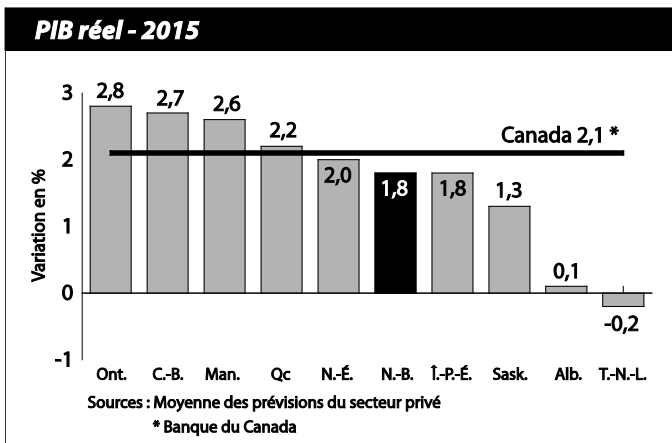
- L'économie canadienne a progressé de 2,5 % en 2014, soit une augmentation par rapport aux 2,0 % enregistrés en 2013. La croissance a été largement soutenue par la consommation des ménages et le commerce net.

- Selon les prévisionnistes du secteur privé, les provinces de l'Ouest ont présenté la plus forte croissance, tandis que celles de l'Est ont affiché une performance plus faible.
- Selon la Banque du Canada, l'économie canadienne devrait croître de 2,1 % en 2015. À la suite d'une solide performance durant la majeure partie de 2014, la Banque prévoit que la croissance ralentira en raison de la réaction des investissements dans le secteur de l'énergie à la baisse des prix du pétrole.



- La consommation des ménages devrait avoir un impact positif sur l'activité économique en 2015. Les économies sur les achats d'énergie et des conditions de crédit favorables donneront une impulsion encourageante aux ménages canadiens. La hausse du chômage et la progression limitée du revenu des provinces riches en énergie atténueront quelque peu cette croissance.
- Les exportations nettes devraient contribuer à la croissance en raison de l'amélioration de la demande extérieure et de la dépréciation du dollar canadien. La baisse des prix de l'énergie bénéficiera aux entreprises non productrices d'énergie.
- On prévoit que les investissements des entreprises diminueront à mesure que l'industrie de l'énergie réduira ses activités de développement en raison de la baisse des prix de leur production.

- La Société canadienne d'hypothèques et de logement s'attend à ce que le nombre de mises en chantier demeure stable en 2015 à 187 400 unités. La poursuite du dynamisme au niveau de l'emploi et de la moyenne des revenus peut être atténuée par l'importance des inventaires et une croissance plus lente auprès de la cohorte d'âge des acheteurs d'une première habitation (les 25 à 30 ans).
- Les niveaux élevés d'endettement des ménages et le gonflement des prix dans certains marchés immobiliers régionaux constituent toujours un important risque de perte pour l'économie canadienne. Un tel climat laisse les ménages vulnérables aux chocs négatifs. L'effondrement des prix du pétrole peut réduire ce risque si les consommateurs choisissent d'utiliser leurs gains de revenu disponible pour constituer une épargne de précaution ou réduire leur endettement.
- En janvier 2015, la Banque du Canada a réagi à l'effondrement des prix du pétrole et a baissé à 0,75 % son taux cible du financement à un jour. La Banque a réaffirmé cette position en mars. Ces mesures devraient compenser la pression à la baisse sur l'inflation.
- Les prévisions du secteur privé suggèrent que l'Ontario connaîtra la plus forte croissance économique en 2015. Les prévisions de croissance pour les provinces productrices de pétrole ont été considérablement réduites pour tenir compte de la chute des prix du pétrole.



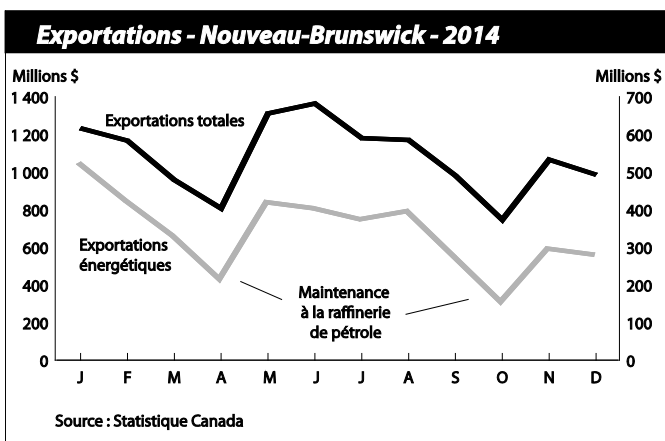
- La forte baisse des prix du pétrole devrait avoir une incidence négative globale nette sur l'économie canadienne. Les provinces productrices de pétrole devraient connaître une diminution des investissements du secteur privé, tandis que les autres provinces devraient bénéficier d'une économie plus forte aux États-Unis et de coûts énergétiques plus bas.

- Les effets défavorables de l'effondrement des prix du pétrole seront atténués par des économies sur les achats d'énergie, des conditions de crédit favorables, une croissance plus forte des États-Unis, un dollar canadien plus faible et une influence positive de la baisse des prix du pétrole sur la croissance économique mondiale.

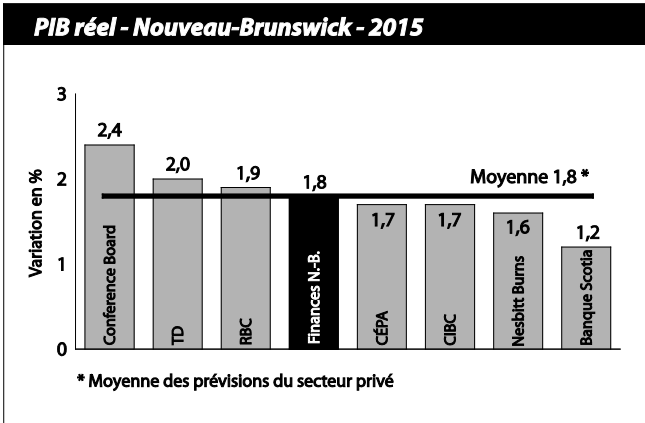
Bilan statistique - Taux de croissance¹		
(au 20 mars 2015)		
2013 à 2014		
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale au 1 ^{er} juillet	-0,2	1,1
Population active	-0,6	0,5
Emploi	-0,2	0,6
Taux de chômage (%)	9,9	6,9
Taux d'activité (%)	63,2	66,0
Salaires et traitements	0,9	3,6
Consommateurs et logement		
Commerce de détail	3,7	4,7
Indice des prix à la consommation	1,5	2,0
Mises en chantier	-19,9	0,7
Entreprises		
Ventes des fabricants	-7,0	5,3
Exportations internationales	-10,4	10,9
Permis de construction	-17,3	5,1
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.		
Source : Statistique Canada.		

L'économie au Nouveau-Brunswick

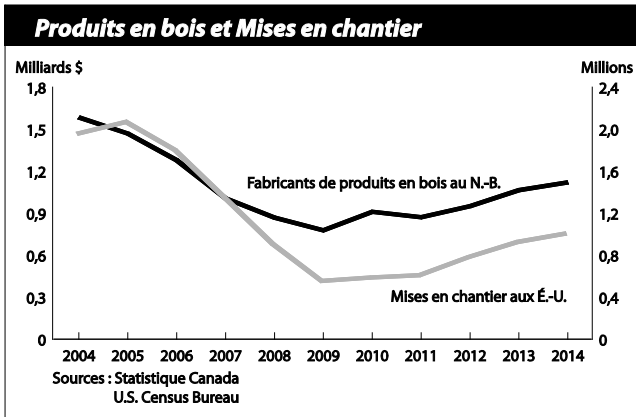
- Le ministère des Finances estime que la croissance économique réelle s'est établie à 0,8 % en 2014, en baisse par rapport au 1,1 % projeté dans le budget de l'an dernier. Cette estimation est conforme au dernier consensus des prévisionnistes du secteur privé.
- Les investissements du secteur privé ont augmenté en 2014 tirés par l'activité dans le secteur manufacturier, en particulier les importants efforts de modernisation à l'usine de pâte et papier de Saint John.
- L'emploi a baissé de 0,2 % en 2014. Les gains dans l'emploi à temps plein n'ont pas réussi à compenser les pertes dans l'emploi à temps partiel. L'emploi dans le secteur des services a affiché une modeste hausse, alors qu'un recul était évident dans le secteur de la production de biens.
- Les ventes au détail ont enregistré des gains substantiels en 2014, après deux années de faibles rendements. En dollars, des ventes plus importantes ont été enregistrées dans sept des 11 sous-secteurs, parmi lesquels les concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces (qui constituent le plus important sous-secteur du commerce de détail) sont arrivés en tête.
- Alors que la croissance des revenus était légère, les salaires et traitements des deux secteurs des services et de la production de biens ont affiché de modestes gains en 2014.
- Les exportations et la fabrication ont subi les conséquences défavorables des activités d'entretien à la raffinerie de Saint John et de la baisse du prix des produits pétroliers raffinés.



- Le ministère des Finances prévoit une amélioration de la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 1,8 % en 2015, ce qui correspond à l'estimation du consensus des prévisionnistes du secteur privé.



- Après plusieurs années de faibles dépenses en immobilisations, une économie intérieure plus forte en 2015 sera soutenue par une hausse de l'activité d'investissement, dirigée par les dépenses en immobilisation à tous les échelons du gouvernement et les investissements du secteur privé.
- Le commerce international et la demande pour les exportations provinciales seront renforcés grâce à un dollar canadien plus faible. Grâce à la dynamique créée par les mises en chantier aux États-Unis, les exportations de produits forestiers devraient enregistrer des gains solides. La forte dépendance du Nouveau-Brunswick à l'égard des exportations d'énergie viendra contrebalancer certains de ces gains en raison de la baisse des prix des produits pétroliers raffinés.



- Le secteur de la fabrication devrait profiter d'un retour des investissements dans le secteur forestier, de prix énergétiques plus bas et d'un taux de change plus favorable.
- L'emploi en 2015 devrait s'accroître grâce aux investissements du secteur public et du secteur privé, et à l'accroissement de l'activité minière à la mine de zinc Caribou et la mine de potasse Picadilly. Une activité accrue dans le secteur forestier devrait favoriser davantage les gains d'emploi.
- La croissance du revenu primaire des ménages devrait s'améliorer en s'appuyant sur la force du marché du travail provincial. La création d'emplois à salaires élevés dans les secteurs de la construction et des mines devrait servir à augmenter le niveau global du revenu et contribuer à une augmentation des dépenses de consommation à moyen terme.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick						
Taux de croissance ¹ de 2012 à 2019						
	2012	2013	2014	2015	2016	2017-2019
Comptes économiques *						
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	0,5	1,9	3,3	3,4	3,8
Dépenses de consommation finale des ménages	2,0	2,8	1,6	1,7	2,1	2,9
Formation brute de capital fixe	-13,1	-14,5	1,7	4,1	0,9	3,0
PIB (réel)	-0,4	-0,5	0,8	1,8	1,6	1,4
Revenus *						
Revenu primaire des ménages	2,7	2,1	0,7	2,7	3,0	3,2
Excédent d'exploitation net : sociétés	-5,8	-12,3	5,1	8,0	6,7	6,6
Population et travail **						
Population totale au 1 ^{er} juillet	0,2	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	-0,2
Population active	0,1	0,5	-0,6	0,3	0,6	0,0
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	0,8	0,6	0,3
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	9,9	9,6	9,7	9,2
Taux d'activité (%)	63,2	63,5	63,2	63,1	63,5	63,6
Autre **						
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	1,1	1,7	1,8
Mises en chantier	-4,4	-13,8	-19,9	0,7	1,7	0,8
Commerce de détail	-0,7	0,7	3,7	2,6	3,3	3,5

¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.
Sources : Statistique Canada.
Finances N.-B. * 2014-2019 ** 2015-2019.

- Pour ce qui est de 2016, la vigueur aux États-Unis et au Canada central devrait renforcer le secteur commercial du Nouveau-Brunswick. Des dépenses en immobilisations du gouvernement (notamment l'Initiative en matière d'infrastructure stratégique qui va investir près de 600 millions de dollars sur quatre années) et des investissements du secteur privé viendront s'y ajouter. On s'attend actuellement à une croissance du PIB réel de 1,6 %, soit un léger ralentissement par rapport au niveau élevé de 2015.
- Le Projet Sisson et celui de l'Oléoduc Énergie Est, s'ils obtiennent l'approbation réglementaire requise, représentent un potentiel important pour les perspectives économiques à moyen terme. L'approbation de l'un ou l'autre de ces projets se traduirait par d'importants investissements aux phases de développement et de construction. En outre, la production à la mine Sisson permettrait de conserver des emplois et de maintenir une activité économique importante pendant toute la durée de vie du projet.
- Un potentiel de hausse supplémentaire peut être réalisé à plus long terme si des projets tels que la conversion de Canaport en une installation d'exportation et la construction de l'usine d'engrais de l'Atlantic Potash Corporation à Saint John sont entrepris.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick (au 20 mars 2015)							
Indicateurs	2011	2012	2013	2014	Variation en %		
					2011-12	2012-13	2013-14
Travail							
Population 15 ans et plus ('000)	620,7	622,4	622,4	621,7	0,3	0,0	-0,1
Population active ('000)	392,9	393,3	395,2	393,0	0,1	0,5	-0,6
Emploi ('000)	355,5	353,1	354,5	353,9	-0,7	0,4	-0,2
À temps plein ('000)	297,2	297,7	297,0	297,6	0,2	-0,2	0,2
À temps partiel ('000)	58,3	55,4	57,5	56,3	-5,0	3,8	-2,1
Secteur de la production de biens ('000)	80,8	75,7	77,8	76,2	-6,3	2,8	-2,1
Secteur des services ('000)	274,7	277,4	276,8	277,7	1,0	-0,2	0,3
Chômage ('000)	37,4	40,1	40,6	39,1	7,2	1,2	-3,7
Taux d'activité (%)	63,3	63,2	63,5	63,2	...	...	...
Taux d'emploi (%)	57,3	56,7	57,0	56,9	...	...	...
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,3	9,9	...	...	...
Gains hebdomadaires moyens (\$)	786,95	806,85	807,90	832,39	2,5	0,1	3,0
Salaires et traitements (M\$)	13 879,5	13 907,7	14 117,1	14 249,7	0,2	1,5	0,9
Bénéficiaires d'assurance-emploi	45 601	44 648	42 000	40 462	-2,1	-5,9	-3,7
Consommateurs							
Commerce de détail (M\$)	11 103,3	11 027,6	11 107,4	11 512,9	-0,7	0,7	3,7
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités)	39 503	39 895	41 512	42 566	1,0	4,1	2,5
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$)	1 222,1	1 215,0	1 310,5	1 365,6	-0,6	7,9	4,2
Services de restauration et débits de boissons (M\$)	962,2	973,6	972,5	1 011,5	1,2	-0,1	4,0
Indice des prix à la consommation (2002=100)	120,0	122,0	123,0	124,8	1,7	0,8	1,5
Logement							
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	2 843	2 276	-4,4	-13,8	-19,9
Permis de bâtir résidentiels (M\$)	543,5	551,9	480,5	456,5	1,6	-12,9	-5,0
Ventes résidentielles MLS® (unités)	6 599	6 403	6 282	6 273	-3,0	-1,9	-0,1
Entreprises							
Ventes des fabricants (M\$)	19 907,6	19 609,0	20 313,9	18 882,4	-1,5	3,6	-7,0
Exportations internationales (M\$)	14 789,7	14 902,6	14 459,7	12 955,7	0,8	-3,0	-10,4
Permis de bâtir non résidentiels (M\$)	422,4	416,6	524,5	374,5	-1,4	25,9	-28,6
Industriel et commercial (M\$)	273,9	253,9	250,2	250,6	-7,3	-1,4	0,2
Institutionnel et gouvernemental (M\$)	148,5	162,7	274,2	123,8	9,6	68,5	-54,8
Commerce de gros (M\$)	5 922,0	5 945,5	5 990,6	6 233,0	0,4	0,8	4,0
Production minière (M\$)	1 334,9	1 155,8	597,6	380,6	-13,4	-48,3	-36,3
Recettes monétaires agricoles (M\$)	540,8	538,7	573,1	574,3	-0,4	6,4	0,2
Livraisons de bois d'œuvre ('000 m ³)	..	2 373,7	2 546,0	2 761,2	...	7,3	8,5
Démographiques							
Population (1 ^{er} juillet)	755 530	756 816	755 635	753 914	0,2	-0,2	-0,2
Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin)	562	277	-9	...	...	...	...
Solde de la migration (1 ^{er} juillet au 30 juin)	724	-1 458	-1 712	...	...	...	...
.. Non disponible	... N'ayant pas lieu de figurer						
x Confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immobilier.							
Sources : Statistique Canada, Ressources naturelles Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, et l'Association des agents immobiliers du Nouveau-Brunswick.							